

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I LA PERSONNALITÉ

Nicole GALLUS

TITRE I LES PERSONNES PHYSIQUES

CHAPITRE 1. – L'enfant conçu	10
CHAPITRE 2. – Le nom et le prénom	13
CHAPITRE 3. – Le sexe	18
CHAPITRE 4. – Le domicile	21
CHAPITRE 5. – Les actes de l'état civil (droit interne)	23
CHAPITRE 6. – Absence et décès	25

TITRE II LES DROITS DE LA PERSONNALITÉ

CHAPITRE 1. – Le droit au respect de l'intégrité physique	29
CHAPITRE 2. – Le droit au respect de la vie privée et familiale	33
CHAPITRE 3. – Le droit au respect de la décision de devenir parent, procréation médicalement assistée et vie privée	53
CHAPITRE 4. – Le droit à l'image	58

CHAPITRE 5. – Liberté de pensée, de conscience et de religion	61
CHAPITRE 6. – Droit à l'honneur et à la réputation	65
CHAPITRE 7. – Funérailles et sépultures	71

PARTIE II
LE MARIAGE

Guy HIERNAUX

TITRE I
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

TITRE II
LES CONDITIONS DE FOND ET DE FORME

TITRE III
NULLITÉ DU MARIAGE

TITRE IV
LES EFFETS DU MARIAGE

PARTIE III
LE DIVORCE ET LA SÉPARATION DE CORPS

Guy HIERNAUX

TITRE I
LE DIVORCE POUR CAUSE DÉTERMINÉE

CHAPITRE 1. – Les anciennes causes de divorce : articles 229, 231 et 232 anciens du Code civil.	128
--	------------

CHAPITRE 2. – Les preuves.	142
SECTION 1. – L’aveu	142
SECTION 2. – La preuve par documents et pièces	143
SECTION 3. – Preuve par témoignages	149
SECTION 4. – Preuve par constat de l’adultère	151
CHAPITRE 3. – Procédure.	154
CHAPITRE 4. – Des effets du divorce.	162
SECTION 1. – Entre époux.	162
SECTION 2. – Vis-à-vis des enfants	167
SECTION 3. – Concernant les biens	170

TITRE II

LE DIVORCE POUR CAUSE DE DÉSUNION IRRÉMÉDIABLE

CHAPITRE 1. – La cause de divorce.	183
CHAPITRE 2. – Preuve.	187
SECTION 1. – Adultère – injures graves	188
SECTION 2. – Aveu.	190
SECTION 3. – Attestations, fichiers électroniques, lettres, courriels, etc. . .	192
CHAPITRE 3. – Procédure.	192
CHAPITRE 4. – Faute grave.	198
CHAPITRE 5. – Effets	206

**TITRE III
DROIT TRANSITOIRE**

**TITRE IV
DES MESURES PROVISOIRES**

CHAPITRE 1. – Compétence et recevabilité	221
CHAPITRE 2. – Procédure	225
CHAPITRE 3. – Mesures.	231

**TITRE V
LE DIVORCE
PAR CONSENTEMENT MUTUEL**

CHAPITRE 1. – Introduction.	239
CHAPITRE 2. – Procédure	241
CHAPITRE 3. – Effets.	246

**TITRE VI
LA SÉPARATION DE CORPS**

**PARTIE IV
L'UNION LIBRE**

Nicole GALLUS

**PARTIE V
LA FILIATION**

Nathalie MASSAGER
AVANT-PROPOS

TITRE I
FILIACTION MATERNELLE

TITRE II
FILIACTION PATERNELLE

CHAPITRE 1. – Désactivation de la présomption de paternité (art. 316bis C. civ.)	283
CHAPITRE 2. – Action en contestation de la paternité du mari (art. 318 C. civ.)	288
SECTION 1. – Titulaires de l'action (art. 318, § 1 ^{er} C. civ.)	288
SECTION 2. – Délais pour agir (art. 318, § 2, al. 1 ^{er} C. civ.)	291
SECTION 3. – Fins de non-recevoir (art. 318, § 1 ^{er} C. civ.)	297
SECTION 4. – Fondement (art. 318, § 3 C. civ.)	303
CHAPITRE 3. – Reconnaissance de paternité (art. 329bis C. civ.)	312
SECTION 1. – Reconnaissance d'un enfant par un père marié	312
SECTION 2. – Reconnaissance de l'enfant mineur non émancipé (art. 329bis, § 2 C. civ.)	313
SECTION 3. – Reconnaissance de l'enfant mineur non émancipé dont la mère est inconnue, décédée ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté (art. 329bis, § 3 C. civ.)	323
CHAPITRE 4. – Action en annulation d'une reconnaissance de paternité (art. 330 C. civ.)	324
SECTION 1. – Titulaires de l'action (art. 330, § 1 ^{er} , al. 1 C. civ.)	324
SECTION 2. – Délais pour agir (art. 330, § 1 ^{er} , al. 4 C. civ.)	325
SECTION 3. – Fins de non-recevoir (art. 330, § 1 ^{er} , al. 4 C. civ.)	328

SECTION 4. – <i>Fondement (art. 330, § 2 et 3 C. civ.)</i>	332
CHAPITRE 5. – Action en recherche de paternité (art. 322 à 325 et 332quinquies C. civ.)	334
SECTION 1. – <i>Généralités</i>	334
SECTION 2. – <i>Titulaires de l'action (art. 332ter C. civ.)</i>	335
SECTION 3. – <i>Délais pour agir (art. 331ter C. civ.)</i>	336
SECTION 4. – <i>Fondement (art. 324 et 332quinquies C. civ.)</i>	337
CHAPITRE 6. – Action alimentaire non déclarative de filiation (art. 336 à 341 C. civ.)	339
CHAPITRE 7. – Procédure	341

PARTIE VI
GESTATION POUR AUTRUI
ET PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE

Nicole GALLUS
Silvia PFEIFF

TITRE I
LES ASPECTS DE DROIT INTERNE

CHAPITRE 1. – La filiation de l'enfant né d'une mère porteuse	347
SECTION 1. – <i>Établissement des liens de filiation</i>	347
SECTION 2. – <i>Gestation pour autrui transgénérationnelle</i>	349
CHAPITRE 2. – La filiation de l'enfant né d'une procréation médicalement assistée avec donneur après le décès de l'auteur du projet parental	350

TITRE II**L'ACCUEIL EN BELGIQUE D'UN LIEN DE FILIATION ISSU D'UNE GESTATION
POUR AUTRUI RÉALISÉE À L'ÉTRANGER**

CHAPITRE 1. – Position du problème	353
CHAPITRE 2. – Le choix de la méthode d'accueil	356
CHAPITRE 3. – Les difficultés liées au contrôle conflictuel	360
SECTION 1. – L'application de la loi nationale de l'auteur	360
SECTION 2. – L'incidence de l'ordre public	362
SECTION 3. – La fraude à la loi	365

**PARTIE VII
L'ADOPTION**

Nicole GALLUS

**PARTIE VIII
AUTORITÉ PARENTALE ET HÉBERGEMENT**

Nathalie MASSAGER

**TITRE I
AUTORITÉ PARENTALE**

CHAPITRE 1. – Attribution et exercice de l'autorité parentale	387
SECTION 1. – Les titulaires de l'autorité parentale	387
SECTION 2. – L'exercice de l'autorité parentale	388
§1. – Le principe : l'exercice conjoint de l'autorité parentale	388
§2. – L'exception : l'exercice exclusif de l'autorité parentale	392

§3. – Le tempérament : l’exercice modalisé de l’autorité parentale	395
CHAPITRE 2. – Décisions relevant de l’autorité parentale	396
SECTION 1. – <i>Le champ d’application de l’autorité parentale</i>	398
SECTION 2. – <i>Les décisions en matière administrative</i>	404
SECTION 3. – <i>Les décisions en matière d’état civil.</i>	409
SECTION 4. – <i>Les décisions en matière de religion.</i>	409
SECTION 5. – <i>Les décisions en matière de scolarité</i>	410
SECTION 6. – <i>Les décisions en matière d’activités parascolaires</i>	416

**TITRE II
DROIT D’HÉBERGEMENT**

CHAPITRE 1. – Attribution et exercice du droit d’hébergement	419
SECTION 1. – <i>Les titulaires du droit d’hébergement</i>	419
SECTION 2. – <i>L’exercice du droit d’hébergement</i>	420
§1. – <i>Priorité à l’hébergement égalitaire</i>	420
A. – <i>La réforme de 2006.</i>	420
B. – <i>Arguments rejetés au titre de contre-indications à un héber- gement égalitaire</i>	426
C. – <i>Arguments admis au titre de contre-indication à un héber- gement égalitaire</i>	435
§2. – <i>Autres modèles d’hébergement</i>	438
A. – <i>Hébergement 9/5.</i>	438
B. – <i>Hébergement dit «classique»</i>	443
C. – <i>Cas particulier : l’hébergement des adolescents</i>	445
D. – <i>Cas particulier : parents résidant dans des pays différents</i>	448
E. – <i>Droit de rencontres parentales sous surveillance</i>	452

F. – Suspension du droit d’hébergement	456
CHAPITRE 2. – Mesures d’investigation	458
SECTION 1. – Audition de l’enfant	458
SECTION 2. – Expertise pédo-psychiatrique ou pédo-psychologique	461
CHAPITRE 3. – Mesures d’exécution forcée	463
SECTION 1. – L’article 387ter	463

TITRE III

DROIT AUX RELATIONS PERSONNELLES DES TIERS

CHAPITRE 1. – Droit des grands-parents	473
CHAPITRE 2. – Droit des autres tiers	476

PARTIE IX

LES ALIMENTS

Didier CARRÉ

TITRE I

LE DEVOIR DE SECOURS ENTRE ÉPOUX

CHAPITRE 1. – L’incidence de la faute sur le devoir de secours entre époux	488
SECTION 1. – Articles 221 et 223 du Code civil	488
SECTION 2. – Article 1280 du Code judiciaire	489
CHAPITRE 2. – Fixation du quantum du secours alimentaire entre époux	494
SECTION 1. – Référence au train de vie des époux	494

SECTION 2. – Paramètres et mode de fixation du secours alimentaire entre époux	496
SECTION 3. – Modalités d'exécution du devoir de secours entre époux autres que le paiement d'une pension alimentaire	513
CHAPITRE 3. – Devoir de secours entre époux et séparation de corps	517
CHAPITRE 4. – Divers	518

TITRE II
LA PENSION APRÈS DIVORCE

CHAPITRE 1. – Divorce pour causes déterminées (anciens articles 301, 306, 307 et 307bis du Code civil)	524
SECTION 1. – Pension après divorce pour causes déterminées	524
§1. Fixation du quantum de la pension après divorce pour causes déterminées	524
1. – Référence au standing de vie durant la vie commune	524
2. – Paramètres et mode de fixation de la pension alimentaire après divorce pour causes déterminées	527
§2. Révision du quantum	531
§3. Divers	531
SECTION 2. – Pension provisionnelle après divorce pour causes déterminées	537
CHAPITRE 2. – Divorce pour cause de désunion irrémédiable (nouvel article 301 du Code civil)	542
SECTION 1. – Titulaire du droit à la pension alimentaire après divorce pour cause de désunion irrémédiable	542
SECTION 2. – Incidence de la faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune	553

SECTION 3. – Fixation du quantum de la pension alimentaire (état de besoin – dégradation significative – incidence de la liquidation partage) – principe et applications	558
SECTION 4. – Durée de la pension alimentaire	561
SECTION 5. – Modalités d’exécution de la pension alimentaire – occupation gratuite de l’ancienne résidence conjugale	562
CHAPITRE 3. – Divorce par consentement mutuel	563
SECTION 1. – Pension après divorce par consentement mutuel et droit commun des contrats	563
CHAPITRE 4. – Droit transitoire	566
SECTION 1. – Principes applicables	566
SECTION 2. – Fixation et révision des pensions alimentaires dont le droit a été acquis ou exclu en vertu des conditions légales antérieures – principe et applications	567
SECTION 3. – Variabilité du montant de la pension alimentaire fixée antérieurement à l’entrée en vigueur de la loi et survenance d’éléments nouveaux postérieurs à cette entrée en vigueur (art. 42, §4)	572
SECTION 4. – Durée de la pension alimentaire (art. 42, §5)	574

TITRE III

L’OBLIGATION D’ASSUMER LES FRAIS D’ENTRETIEN ET D’ÉDUCATION D’UN ENFANT ÉCONOMIQUEMENT DÉPENDANT

CHAPITRE 1. – L’article 203 du Code civil – quelques principes d’application	576
SECTION 1. – L’article 203, §1er du Code civil – quelques principes d’application	576
CHAPITRE 2. – L’article 203, §1^{er} du Code civil et l’article 203bis du Code civil – applications concrètes (fixation et révision du quantum	

de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire – exécution par chaque parent de son obligation de contribuer à la dette alimentaire)	587
SECTION 1. – <i>Les articles 203 et 203bis du Code civil et la fixation du quantum de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire . .</i>	587
§1. La notion des facultés des père et mère au sens de l’article 203 du Code civil	587
§2. Mode de fixation du quantum de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire	599
SECTION 2. – <i>Les articles 203 et 203bis du Code civil et la révision du quantum de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire . .</i>	612
§1. La révision du quantum de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire telle qu’elle est fixée par une décision judiciaire autre qu’un jugement homologuant des conventions préalables à divorce par consentement mutuel	612
§2. La révision du quantum de la contribution de chaque parent à la dette alimentaire telle qu’elle est fixée par un jugement homo- loguant des conventions préalables à divorce par consentement mutuel.	615
SECTION 3. – <i>Les articles 203 et 203bis du Code civil et l’exécution par chaque parent de son obligation de contribuer à la dette alimentaire – questions spécifiques.</i>	621
§1. L’exécution par les parents de leur obligation de contribuer à la dette alimentaire et la prise en charge des frais d’entretien et d’éducation dits « extraordinaires »	621
§2. L’exécution par les parents de leur obligation de contribuer à la dette alimentaire sous le couvert d’un hébergement alterné et égalitaire.	628
§3. Obligation et contribution à la dette, conséquences pratiques	630
CHAPITRE 3. – <i>Questions pratiques et diverses liées à l’application des articles 203 et 203bis du Code civil</i>	631
SECTION 1. – <i>La rétroactivité d’une condamnation prononcée sur la base des articles 203 et 203bis du Code civil</i>	631

SECTION 2. – <i>La contractualisation des obligations alimentaires consacrées par les articles 203 et 203bis du Code civil</i>	635
SECTION 3. – <i>Questions de procédure liées à l’application des articles 203 et 203bis du Code civil</i>	637
SECTION 4. – <i>Questions diverses liées à l’application des articles 203 et 203bis du Code civil</i>	642

TITRE IV

L’OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE ASCENDANT ET DESCENDANT

TITRE V

L’ACTION ALIMENTAIRE NON DÉCLARATIVE DE FILIATION

TITRE VI

VARIA

PARTIE X

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Silvia PFEIFF

TITRE I

LE NOM

CHAPITRE 1. – <i>La compétence des juridictions belges en matière de nom et de prénoms</i>	662
CHAPITRE 2. – <i>Le droit applicable aux questions concernant le nom d’une personne</i>	663
CHAPITRE 3. – <i>La reconnaissance d’un nom établi ou modifié à l’étranger</i>	665
SECTION 1. – <i>La reconnaissance d’une décision de détermination du nom</i>	666

SECTION 2. – <i>La reconnaissance de décision judiciaire ou administrative de changement de nom</i>	673
--	-----

**TITRE II
LE MARIAGE**

CHAPITRE 1. – <i>La compétence des autorités belges pour célébrer un mariage</i>	676
---	-----

CHAPITRE 2. – <i>Les conditions de validité du mariage</i>	677
---	-----

SECTION 1. – <i>Le droit applicable aux conditions de fond</i>	677
---	-----

§1. – <i>Principes</i>	677
----------------------------------	-----

§2. – <i>Le consentement à mariage</i>	678
--	-----

§3. – <i>La différence de sexe entre époux</i>	684
--	-----

§4. – <i>La condition de célibat</i>	685
--	-----

SECTION 2. – <i>Le droit applicable aux conditions de forme</i>	688
--	-----

CHAPITRE 3. – <i>La reconnaissance des mariages célébrés à l'étranger</i>	689
--	-----

SECTION 1. – <i>Principes</i>	690
--	-----

SECTION 2. – <i>L'exception d'ordre public international belge – le cas particulier des mariages polygames</i>	695
---	-----

SECTION 3. – <i>La fraude à la loi</i>	697
---	-----

CHAPITRE 4. – <i>La compétence des juridictions belges pour annuler un mariage</i>	698
---	-----

**TITRE III
DISSOLUTION DU MARIAGE**

CHAPITRE 1. – <i>Conflit de juridictions</i>	700
---	-----

SECTION 1. – <i>Les instruments applicables</i>	700
--	-----

SECTION 2. – Les critères de compétence internationale	705
§1. – La compétence fondée sur le Règlement Bruxelles IIbis	705
§2. – La compétence fondée sur le Code de droit international privé . . .	709
SECTION 3. – La compétence territoriale interne	710
SECTION 4. – Les incidents de procédure	712
§1. – La litispendance	712
§2. – L’immunité de juridiction – renvoi.	714
CHAPITRE 2. – Conflit de lois	715
SECTION 1. – Le choix de loi applicable au divorce et à la séparation de corps	716
SECTION 2. – La loi applicable en l’absence de <i>professio juris</i>	717
CHAPITRE 3. – Mesures provisoires durant l’instance en divorce – renvoi .	719
CHAPITRE 4. – Reconnaissance des décisions étrangères de dissolution du mariage	720
SECTION 1. – Remarques préalables	721
SECTION 2. – La reconnaissance d’un divorce étranger	721
SECTION 3. – La reconnaissance des répudiations	723
§1. – Les décisions prononcées avant l’entrée en vigueur du Code de droit international privé : l’appréciation <i>in concreto</i> de la violation de l’ordre public international belge	723
§2. – L’accueil réservé aux répudiations dans le Code de droit inter- national privé	726
§3. – L’effet d’une répudiation étrangère non reconnue	732

TITRE IV
LA FILIATION BIOLOGIQUE

CHAPITRE 1. – Le conflit de juridictions	734
SECTION 1. – Les règles de compétence spécifiques en matière de filiation	734
SECTION 2. – Les règles générales de compétence	737
CHAPITRE 2. – Le conflit de lois	737
SECTION 1. – Remarques préalables : les règles de droit transitoire	737
SECTION 2. – Les règles de conflit de lois prévues dans le Code de droit international privé	738
SECTION 3. – Le domaine de la loi désignée par la règle de conflit de lois	746
SECTION 4. – Les mécanismes correcteurs	747
§1. – L’ordre public international belge	747
§2. – La clause d’exception	753
CHAPITRE 3. – La reconnaissance du lien de filiation établi à l’étranger	755

**TITRE V
RESPONSABILITÉ PARENTALE**

CHAPITRE 1. – Conflit de juridictions	759
SECTION 1. – Les instruments applicables	759
SECTION 2. – Les critères de compétence internationale	762
§1. – La compétence fondée sur le Règlement Bruxelles IIbis	762
I. – La compétence de principe fondée sur la résidence habituelle de l’enfant	762
II. – La prorogation de compétence	766
III. – Le renvoi vers une juridiction mieux placée	769
IV. – Les mesures provisoires et conservatoires	775
§2. – La compétence fondée sur le Code de droit international privé	777

SECTION 3. – Les incidents de procédure	778
§1. – La litispendance	778
§2. – L’immunité de juridiction	780
CHAPITRE 2. – Conflits de lois	782
CHAPITRE 3. – Reconnaissance des décisions étrangères	783
SECTION 1. – Le régime général de la reconnaissance et l’exécution des décisions rendues par un État membre en matière de responsabilité parentale	783
SECTION 2. – Le régime particulier de reconnaissance et d’exécution réservé à certaines décisions relatives au droit de visite et à certaines décisions ordonnant le retour de l’enfant rendues dans un État membre	784
CHAPITRE 4. – Enlèvement international d’enfants	790
SECTION 1. – Les instruments applicables	791
SECTION 2. – La Convention de La Haye sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants	792
SECTION 3. – Les apports du Règlement Bruxelles IIbis	804

TITRE VI

LES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES

CHAPITRE 1. – Remarques préalables : l’entrée en vigueur du Règlement (CE) 4/2009 ainsi que du protocole de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires	810
CHAPITRE 2. – Le conflit de juridictions	812
SECTION 1. – Les instruments applicables	812
SECTION 2. – Les critères de compétence	813

§1. – La compétence fondée sur le Règlement Bruxelles I	813
§2. – La compétence fondée sur le Code de droit international privé . . .	815
CHAPITRE 3. – Le conflit de lois	815
SECTION 1. – Les instruments applicables	815
SECTION 2. – Les règles de conflit applicables avant l'entrée en vigueur du Code de droit international privé	816
SECTION 3. – Les règles de conflit de lois prévues dans le Code de droit international privé	818
§1. – Les règles générales	818
§2. – Les conventions d'aliments	819

**PARTIE XI
LES INCAPABLES**

Nicole GALLUS

**TITRE I
LA MINORITÉ**

**TITRE II
LA TUTELLE**

**TITRE III
LA MINORITÉ PROLONGÉE**

**TITRE IV
LA MISE SOUS CONSEIL JUDICIAIRE**

**TITRE V
L'ADMINISTRATION PROVISoire**

TITRE VI
LA PROTECTION DE LA PERSONNE DES MALADES MENTAUX

PARTIE XII
LES MODES ALTERNATIFS
DE RÉOLUTION DES CONFLITS – « M.A.R.C. »

Guy HIERNAUX

TITRE I
INTRODUCTION SUR LES MARC

TITRE II
LA MÉDIATION FAMILIALE

TITRE III
LE DROIT COLLABORATIF

PARTIE XIII
LE DROIT PÉNAL DE LA FAMILLE

Stephanie DEGRAVE

TITRE I
LE DROIT PÉNAL DE LA FAMILLE
ET LES ENFANTS

CHAPITRE 1. – La maltraitance d'enfants	885
CHAPITRE 2. – La déchéance de l'autorité parentale	886
CHAPITRE 3. – L'abandon d'enfant	888
CHAPITRE 4. – L'abandon de famille	889

SECTION 1. – Les éléments matériels	889
– une obligation alimentaire légale fondée sur l’alliance, la filiation ou la paternité présumée	890
– le non-respect d’une décision judiciaire qui ne peut plus être frappée ni d’opposition ni d’appel, ou le non-respect d’une convention dans le cadre d’un divorce par consentement mutuel	890
– l’abstention de payer pendant plus de deux mois	892
SECTION 2. – L’élément moral : le caractère volontaire de l’abstention	892
CHAPITRE 5. – La non-représentation d’enfant	893
SECTION 1. – Les éléments matériels	894
– une décision judiciaire statuant sur l’hébergement de l’enfant mineur	894
– un fait matériel réalisant la transgression de la décision judiciaire relative à l’hébergement de l’enfant	895
– la qualité des auteurs	896
SECTION 2. – L’élément moral : la volonté d’empêcher l’exercice du droit d’hébergement de l’autre parent	896

TITRE II

LE DROIT PÉNAL DE LA FAMILLE

ET LES ÉPOUX / COHABITANTS LÉGAUX / PARTENAIRES

CHAPITRE 1. – La bigamie	901
CHAPITRE 2. – Le harcèlement	902
SECTION 1. – Élément matériel	904
SECTION 2. – Élément moral	904
CHAPITRE 3. – Les violences au sein du couple	906
SECTION 1. – Incidence sur la pension alimentaire	906

SECTION 2. – Objectif de la loi	907
SECTION 3. – Champ d’application de la loi	908
SECTION 4. – Notion de violence conjugale	909
A. – Qu’entend-on par «violences conjugales»?	909
B. – Quid de la provocation?	910
C. – Quid de la réconciliation?	911
SECTION 5. – Aspects civils et mesures provisoires	911
A. – Preuve	911
B. – La notion de «circonstances exceptionnelles»	912
SECTION 6. – Aspects civils et attribution préférentielle	913
A. – Preuve	913
B. – La notion de «circonstances exceptionnelles»	914
CHAPITRE 4. – Le vol entre époux	915

PARTIE XIV
LE DROIT SOCIAL DE LA FAMILLE

Stéphanie DEGRAVE

TITRE I
LES ALLOCATIONS FAMILIALES

A. – Considérations générales	925
B. – Le régime des travailleurs salariés	926
C. – Le régime des travailleurs indépendants	948
D. – Les prestations familiales garanties	948

TITRE II
LE CHÔMAGE

A. – Le chômeur ayant charge de famille	952
---	-----

B. – Le chômeur isolé.	955
C. – Le chômeur cohabitant.	957

TITRE III
L'ASSURANCE SOINS DE SANTÉ

TITRE IV
LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

A. – Introduction	959
B. – Qu'entend-on par « accident survenu sur le chemin du travail » ?	960
C. – Implications de la situation familiale de la victime d'un accident mortel sur l'indemnité perçue par ses proches	961

TITRE V
LES MALADIES PROFESSIONNELLES

TITRE VI
LES PENSIONS

A. – La pension de retraite.	965
B. – La pension de retraite du conjoint séparé de fait ou de corps. . .	966
C. – La pension de retraite du conjoint divorcé	969
D. – La pension de survie.	972

TITRE VII
LES AIDES ACCORDÉES PAR LES C.P.A.S.

A. – Le droit à l'aide sociale.	983
B. – Le revenu d'intégration	991

TITRE VIII
LA GARANTIE DE REVENUS AUX PERSONNES ÂGÉES

TITRE IX**LES ALLOCATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES,
EN CE COMPRIS L'ALLOCATION AUX PERSONNES ÂGÉES**

A. – Les différents types d'allocations	1002
B. – Les conditions d'octroi	1002
C. – Les catégories de bénéficiaires et le montant des allocations	1004

PARTIE XV**LE DROIT FISCAL DE LA FAMILLE**

Didier CARRÉ

TITRE I**LES PERSONNES MARIÉES ET LES COHABITANTS LÉGAUX**

CHAPITRE 1. – Différences objectives de traitement entre les deux situations	1009
CHAPITRE 2. – Quotient conjugal	1010

TITRE II**LA SÉPARATION DE FAIT**

CHAPITRE 1. – Notion de séparation de fait	1011
CHAPITRE 2. – Déductibilité des rentes alimentaires payées par l'un des conjoints à l'autre conjoint durant l'année de la séparation de fait	1011

TITRE III**LE DIVORCE****TITRE IV****LES INCAPABLES**

TITRE V
LES RENTES ALIMENTAIRES

CHAPITRE 1. – Régime fiscal – généralités	1013
CHAPITRE 2. – Conditions de déductibilité	1014
SECTION 1. – Exécution d’une obligation légale	1014
– Les rentes en nature	1014
– Le loyer des chambres d’étudiants et frais apparentés	1015
– Les frais funéraires	1016
SECTION 2. – Ne pas faire partie du ménage du débirentier	1016
– Les séjours à l’étranger pour des motifs de santé	1016
– Les pièces isolées et séparées au sein d’un même logement	1017
– Les logements étudiants	1017
SECTION 3. – Paiements réguliers	1017
– Les arriérés de rentes alimentaires	1017
SECTION 4. – Preuve des paiements	1018

TITRE VI
LES AVANTAGES FISCAUX POUR ENFANTS À CHARGE

CHAPITRE 1. – Les avantages fiscaux pour enfants à charge – généralités .	1019
CHAPITRE 2. – L’hébergement alterné égalitaire – art. 132bis du CIR / 92	1020
SECTION 1. – Antérieurement à l’exercice d’imposition 2008	1020
– Partage des avantages fiscaux en cas de «garde conjointe»	1020
– (Non-)incidence de l’inscription domiciliaire	1021
– Régime en vigueur depuis l’exercice d’imposition 2008	1021

TITRE VII
LES SUCCESSIONS ET LES LIBÉRALITÉS

CHAPITRE 1. – La notion de ménage	1022
CHAPITRE 2. – Taux des droits de succession appliqués à des légataires sans lien de parenté avec le testateur	1023
CHAPITRE 3. – Fixation des taux différenciés selon les degrés de parenté ou d’alliance	1024
TABLE DES MATIÈRES	1025